

## Tendances conjoncturelles

4<sup>e</sup> trimestre 2012

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À WALLIS-ET-FUTUNA

#### Une activité économique dynamique

L'activité économique sur le Territoire est en nette progression au quatrième trimestre de l'année après un troisième trimestre qui était déjà bien orienté. De nombreux indicateurs attestent d'une amélioration malgré les importants dégâts infligés par le cyclone *Evan*. La consommation des ménages progresse, dans un contexte de ralentissement de la hausse des prix (+0,1 % en rythme trimestriel). Parallèlement, les ménages wallisiens et futuniens apparaissent moins vulnérables financièrement. L'investissement des entreprises reste stable sur le trimestre. Le secteur du BTP, moteur de l'économie de Wallis-et-Futuna, affiche cependant une dynamique positive et contribue à soutenir l'activité sur le Territoire. Une évolution positive est attendue au premier trimestre 2013 compte tenu des différents projets en cours de réalisation, notamment dans le secteur du bâtiment. L'emploi salarié s'est contracté au troisième trimestre mais devrait rebondir en raison d'un bon niveau d'activité en fin d'année.

Le budget primitif 2013 (2,9 milliards de F CFP) est en hausse de 3,6 % par rapport au budget de 2012. Les opérations d'investissements, en recul pour 2013, sont historiquement faibles.

#### LE RALENTISSEMENT DE LA ZONE ASIE-PACIFIQUE SE POURSUIT MALGRÉ LE REBOND EN CHINE

Après avoir été en repli sur deux trimestres consécutifs, l'économie chinoise a rebondi au quatrième trimestre. Le PIB a progressé de 7,9 % sur un an, soutenu notamment par la production industrielle, en hausse de 10 %. Le taux d'inflation s'est élevé à 2,6 % en 2012, en deçà de l'objectif de 4 % fixé par la Banque centrale.

L'économie japonaise se contracte pour le troisième trimestre consécutif, au quatrième trimestre. Le PIB recule ainsi de 0,1 %, touché notamment par une demande interne peu dynamique et un commerce extérieur moins porteur. Afin de relancer la croissance du pays, le Comité de politique monétaire a adopté une politique plus accommodante, portant sur un objectif d'inflation de 2 % et un plan de relance de l'économie de 10 300 milliards de yens. Les prévisions de croissance du PIB ont été revues à la hausse à 2,3 % contre 1,6 % pour l'exercice budgétaire 2013-2014.

Au troisième trimestre, le PIB australien progresse à un rythme modéré de +0,5 %, tiré principalement par les secteurs de l'industrie minière et manufacturière. L'indice des prix se stabilise au quatrième trimestre, soutenu notamment par la baisse des prix des produits alimentaires. La Banque centrale australienne (RBA) a décidé, le 6 février, de laisser son taux directeur inchangé à 3 %, après l'avoir abaissé de 0,25 point en décembre 2012.

En Nouvelle-Zélande, le PIB augmente de 0,2 % au troisième trimestre, porté essentiellement par le secteur du bâtiment, tandis que les secteurs de la production agricole et manufacturière s'infléchissent. Au quatrième trimestre, l'indice des prix à la consommation recule de 0,2 %, en raison notamment de la chute des prix des légumes. Sur un an, la hausse des prix reste faible (+0,9 %). La Banque centrale de Nouvelle-Zélande a décidé, le 31 janvier, de maintenir son taux directeur inchangé à 2,5 %.

## Ralentissement de la hausse des prix qui reste soutenue sur un an

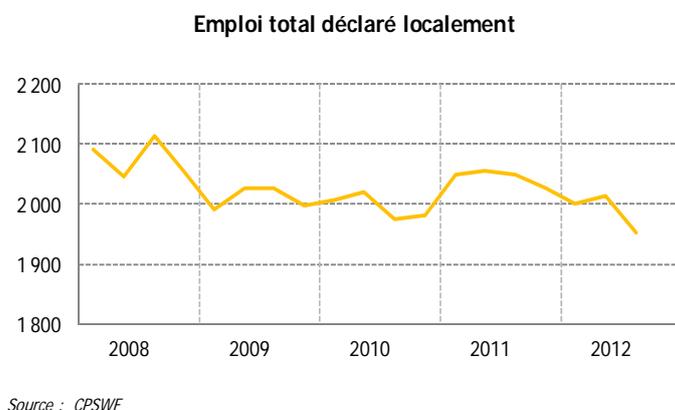
La hausse de l'indice des prix à la consommation décélère significativement. Sur les trois derniers mois, les prix à la consommation se stabilisent (+0,1 %), après une augmentation de 1,4 % au troisième trimestre et de 1,7 % au second trimestre. Cette évolution résulte de la progression des prix alimentaires (+1,1 %). Pour la première fois de l'année, les prix des services, de l'énergie et des produits manufacturés se contractent respectivement de 0,1 %, 0,8 % et 0,3 %.

En rythme annuel, la hausse de l'indice des prix ralentit mais reste élevée (+4,7 % en décembre après +5,4 % en septembre) tirée par les prix de l'alimentation (+5,4 %), de l'énergie (+7,9 %), et des services (+3,4 %).



## Diminution de l'emploi salarié

A fin septembre, 1 953 salariés sont déclarés à la Caisse de prestations sociales du Territoire. En lien avec le ralentissement de l'activité économique du premier semestre, l'emploi salarié se contracte de 3 % par rapport au second trimestre. Le secteur public qui concentre plus de 60 % de l'emploi salarié, est le plus touché ce trimestre (-3,6 %) alors que le secteur privé affiche également une baisse (-2,2 %). En rythme annuel, l'emploi salarié se contracte de 4,7 % sous l'effet d'une réduction importante des effectifs dans le secteur privé (-9,1 % contre -1,7 % pour le secteur public).



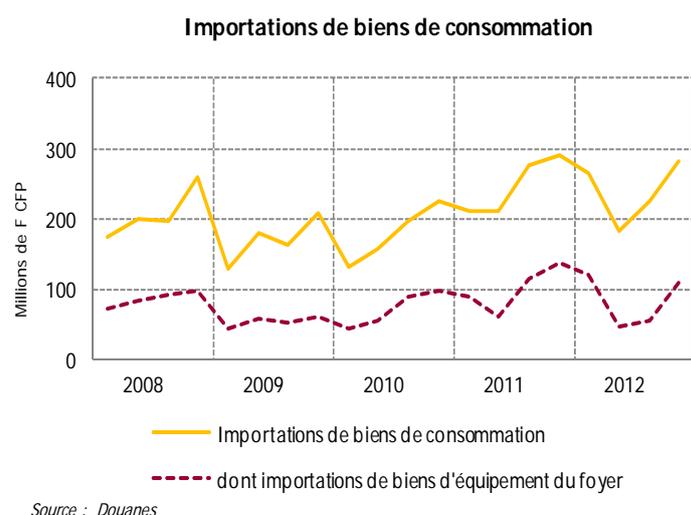
## Nette progression de la consommation des ménages

La consommation des ménages retrouve son niveau de fin 2011. Après avoir marqué le pas en début d'année, les importations de biens de consommation augmentent de 25,6 % au quatrième trimestre (après +23,3 % au trimestre précédent) atteignant 283 millions de F CFP. A l'instar du précédent trimestre, les importations de biens d'équipement du foyer ont quasiment doublé en valeur et affichent la plus forte augmentation (+95,9 %). Dans une moindre mesure, la demande d'articles d'habillement progresse de 14,7 % ce trimestre.

Le nombre d'immatriculations de voitures neuves augmente après un ralentissement au troisième trimestre (21 immatriculations contre 16 le trimestre précédent). En 2012, 103 véhicules neufs ont été mis en circulation, contre 77 en 2011.

Les crédits aux ménages se contractent (-1,8 % contre +9,4 % au troisième trimestre). Les crédits à l'habitat chutent de 7,7 % sur le dernier trimestre, après une augmentation de près de 50 % au trimestre précédent. Parallèlement les crédits à la consommation se stabilisent (+0,2 %).

Le nombre d'interdictions bancaires est une nouvelle fois en baisse (397 contre 406 au troisième trimestre). Les incidents de paiements sur chèques se contractent (-3,9 %) tandis que les retraits de cartes bancaires passent de 25 à 28 sur le trimestre.



## Rebond de l'investissement des entreprises

Les importations de biens d'équipement progressent de 13,9 % sur les trois derniers mois et de 53,5 % sur un an. Une proportion de 53,8 % d'entre elles correspondent à des importations d'équipements mécaniques ; en rythme trimestriel, elles augmentent de 66,1 % et de 48,7 % par rapport à fin 2011.

Au quatrième trimestre, 21 véhicules utilitaires neufs ont été vendus contre 16 au trimestre précédent. Sur l'année, la tendance est à la baisse avec 59 véhicules mis en circulation contre 88 en 2011.

L'encours des crédits à l'investissement accordés aux entreprises croît fortement en raison d'un crédit d'exploitation requalifié en crédit à l'investissement. Sur l'année, les crédits à l'investissement ont progressé de plus de 1,3 milliard de F CFP.

Le taux de créances douteuses brutes des entreprises diminue de 1,5 point en rythme trimestriel après trois trimestres de hausses consécutives. Au 31 décembre, celui-ci s'établit à 21,7 %, en recul d'un point sur l'année. Parallèlement, le nombre de personnes morales en situation d'interdits bancaires se stabilise à 11.

## Nouvelle hausse des importations

Les importations progressent de 8,9 % au quatrième trimestre et de 22,2 % sur l'année. Amorcée mi-2012, cette tendance positive est due en partie à l'évolution des importations de biens de consommation (+25,6 %). Dans une moindre mesure, les produits de l'industrie automobile (+8,6 %) ont également participé à cet accroissement. Sur la même période, les importations de produits énergétiques et des industries agricoles et alimentaires augmentent respectivement de 4,4 % et de 9,3 % et, en rythme annuel, de 16,2 % et de 46,6 %. Les produits des industries agricoles et alimentaires représentent 28,3 % des importations du Territoire.

En rythme annuel, seules les importations d'équipements du foyer se contractent (-21,2 %) et ce malgré une forte augmentation en fin d'année (+95,9 % lors du dernier trimestre).

## LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

### L'activité du BTP en nette augmentation

L'activité du secteur du bâtiment et la mobilisation des entreprises s'intensifient ce trimestre suite aux dégâts infligés par le cyclone *Evan* à la mi-décembre. Les travaux de reconstructions et de rénovations ont été conséquents sur le Territoire. De plus, les différents chantiers pour l'accueil des mini-jeux du Pacifique se poursuivent.

La poursuite des chantiers de modernisation et de reconstruction en vue d'accueillir les mini-jeux du Pacifique contribue à accroître les importations de ciment (+88,2 %) pour atteindre un niveau record de 37 millions de F CFP (+56,7 % en glissement annuel).

Au quatrième trimestre, les effectifs dans le secteur ont augmenté de 7,4 % par rapport au trimestre précédent.

En décembre 2012, l'indice des prix du bâtiment croît de 0,2 % en rythme bimestriel et de 2,35 % sur un an.

Suite aux réparations post-cycloniques, le Territoire a rencontré une pénurie importante de matériaux de construction qui contribue au ralentissement de l'activité des entreprises de ce secteur au premier trimestre de l'année 2013.

### Importations de biens d'équipement



Source : Douanes

### Importations



Source : Douanes

### Importations de ciment



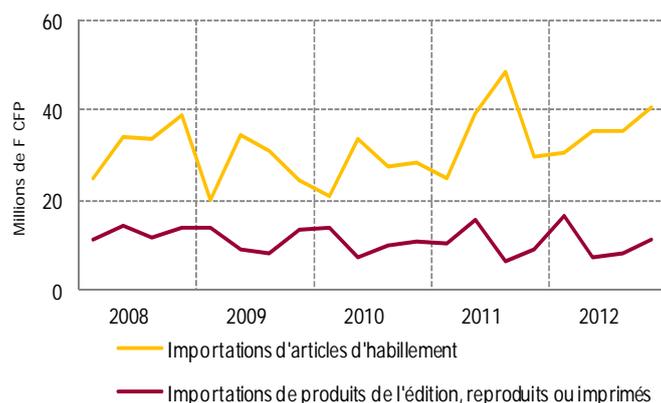
Source : Douanes

## L'activité commerciale progresse

Le secteur du commerce se positionne de nouveau sur une dynamique positive. Au quatrième trimestre, les importations de biens de consommation courante progressent de 25,6 %. Cette augmentation concerne principalement les biens d'équipement du foyer dont les importations ont doublé (108 millions de F CFP). Elles demeurent cependant inférieures au niveau atteint une année auparavant (137 millions de F CFP). Celles des produits de l'édition et des articles d'habillement ont également connu une hausse significative (respectivement +37,2 % et +14,7 %).

Sur un an, les importations de biens de consommation courante baissent de 2,8 % en liaison avec le recul de celles de biens d'équipement du foyer (-21,2 %)

## Importations d'articles d'habillement et de produits de l'édition



Source : Douanes

## Augmentation saisonnière de la fréquentation du Territoire

Le dernier trimestre de l'année est habituellement porteur en termes de fréquentation de voyageurs (+9,1 % à fin 2012 et +4,3 % en glissement annuel). Le trafic de passagers internationaux à l'aéroport de Hihifo progresse de 7,7 % au quatrième trimestre malgré les récentes perturbations climatiques. Les mouvements de passagers se stabilisent par rapport à 2011 à environ 43 500 passagers. Le flux de passagers devrait rester soutenu lors du premier trimestre de 2013 en raison des retours à l'issue des grandes vacances scolaires.

Le trafic intérieur entre Wallis-et-Futuna augmente de 12 % par rapport à septembre 2012 et de 14,5 % en rythme annuel. Cette augmentation de la fréquentation de Futuna pourrait s'accroître avec les mouvements attendus pour l'organisation de l'accueil des mini-jeux du Pacifique en septembre 2013.

## Trafic international



Source : Aviation civile

### VERS UNE LÉGÈRE ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE MONDIALE EN 2013 ?

Après une accélération au troisième trimestre 2012 expliquée essentiellement par la hausse des stocks, la croissance mondiale s'essouffle au quatrième trimestre, s'inscrivant à 3,2 % sur l'ensemble de l'année 2012. Selon le FMI, la croissance mondiale devrait s'établir à 3,5 % en 2013, tirée par les pays émergents et en développement, tandis que les facteurs pesant sur l'activité s'affaibliraient. Toutefois, la reprise sera plus lente que prévue et les risques de dégradation de l'activité demeurent élevés.

Aux Etats-Unis, la croissance a été nulle au quatrième trimestre, alors qu'elle s'établissait à 0,8 % au troisième trimestre. Elle s'est élevée en moyenne à 2,3 % en 2012 et devrait ralentir en 2013 à 2,0 %. La croissance de la consommation devrait se raffermir grâce à l'amélioration de la situation financière des ménages liée au redressement du marché immobilier et aux conditions favorables sur les marchés financiers.

Le PIB réel de la zone euro s'est contracté de 0,6 % au quatrième trimestre. L'activité des pays de la périphérie a encore été plus déprimée que prévu, ce qui a impacté de manière plus marquée les pays du cœur de la zone. Les conditions d'emprunt du secteur privé ne se sont pas encore améliorées en dépit des mesures prises par les pouvoirs publics pour réduire les risques et améliorer la situation financière des pays et des banques de la périphérie. Le FMI table sur une croissance négative sur l'année 2012 (-0,4 %) de même qu'en 2013 (-0,2 %).

Selon l'INSEE, le PIB de la France se serait replié de 0,3 % en volume au quatrième trimestre et la croissance serait nulle pour 2012. Le recul du quatrième trimestre est notamment imputable aux variations de stocks et à la baisse de l'investissement. Le FMI prévoit une croissance de 0,3 % de l'économie française pour 2013.

Des politiques monétaires accommodantes ont permis une accélération de la croissance dans de nombreux pays émergents et en développement mais la faiblesse de la demande adressée de même que des goulets d'étranglement de l'offre ont constitué des freins dans certains pays tels que le Brésil et l'Inde. La croissance du PIB dans le groupe des pays émergents et en développement s'élève à 5,1 % en 2012 et devrait s'accroître en 2013 à 5,5 % sans atteindre les niveaux de 2010 et 2011.

Source : FMI (Mise à jour du World Economic Outlook, janvier 2013), INSEE, OCDE

L'analyse de conjoncture économique locale fournie dans cette note trimestrielle s'appuie sur l'exploitation d'indicateurs macroéconomiques disponibles. Celle-ci est complétée par une étude sectorielle, rédigée en partie à l'aide d'une enquête « à dire d'experts » : il s'agit de recueillir tous les trimestres l'opinion d'un certain nombre de chefs d'entreprise représentatifs des secteurs d'activité structurants pour le Territoire des îles Wallis-et-Futuna (BTP, commerce, tourisme...).

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr).

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication : N. DE SEZE – Responsable de la rédaction : G. DELAMAIRE – Editeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : Mars 2013 – Dépôt légal : Mars 2013 – ISSN 1968-6277